



La colombe audoise

N° 30 - mars 2019





Bernard Gils
Membre du Bureau
du comité de paix

Y a-t-il lieu à débat ?

Notre pays connaît depuis le début de l'année une effervescence peu commune.

Un président de la République qui enchaîne réunions sur réunions, en manche de chemise, des députés qui veulent tous aller au contact de la population, des citoyens lambda qui se mettent à organiser des rencontres..... Sans préjuger des résultats et sans non plus être dupe des intentions de la manœuvre, il faut tout de même constater que ce débat est porteur d'espérances (*qui seront obligatoirement déçues*) et une occasion pour ceux qui le souhaitent de faire entendre leurs opinions.

Les citoyens que nous sommes, adhérents au Mouvement de la Paix, ont ainsi une tribune exceptionnelle pour affirmer leurs positions.

Sommaire

- *Edito (2)*
- *Non à la violence; semaine des médias (3)*
- *Camp de la mort (4)*
- *Palestine (5)*
- *L'armée à l'école (6)*
- *Amérique latine (7)*
- *Assemblée générale; fusillés pour l'exemple, cartes 2019 (8)*
- *La retirada; armes françaises en Egypte (9)*
- *Femmes (10)*
- *Armement (11)*
- *Billet de Jacques Cros; l'humeur de Candide (12)*

Dans ces réunions, et si on s'en réfère à la charte d'organisation, tout peut être dit, tout peut être entendu.

Les quatre thèmes de débat : transition énergétique, fiscalité, démocratie et citoyenneté, organisation de l'État et services publics, sont autant de portes ouvertes pour que, de manière simple et concise, nous affirmions nos positions.

C'est surtout sur la fiscalité que nos prises de positions seront les plus percutantes et les plus partagées par les participants au débat.

Prenez une bonne dose d'incohérence qu'il y a à réclamer des économies d'un côté et à voter un budget de la défense en augmentation, surtout pour moderniser l'arsenal nucléaire.

Ajouter à cela une ration de rati-

fication du traité d'interdiction des armes nucléaires (ICAN) de juillet 2017.

Saupoudrez avec le manque de démocratie dans l'armée.

A votre choix, vous pouvez ajouter une pincée de ventes d'armes, un peu des contradictions de la politique internationale de la France, etc....

Veillez cependant à ne pas trop brouiller les ingrédients au risque de diluer le goût essentiel.

Cette recette peut être effectuée tout seul dans son coin devant son ordinateur en l'incluant aux contributions sur le site internet du « Grand débat », mais elle trouvera sa pleine expression si vous la réalisez en groupe lors d'une de ces réunions qui rassemblent ici 50, là 100 plus loin 200 personnes qui sont toutes venues pour s'exprimer (*mais à l'expérience on s'aperçoit que peu de gens parle*) et surtout pour voir « ce qui se dit ».

Pour une fois que nous avons la possibilité d'exprimer nos avis devant plus de monde que ce que nous arrivons à rassembler lors des réunions que nous organisons et devant des gens qui ne sont pas des convaincus de la cause de la Paix,....

n'hésitons pas.



HALTE À TOUTES LES VIOLENCES !

**Violence des inégalités sociales abyssales,
Violence mortifère exercée sur l'environnement, la vie animale et la biosphère,
Violence institutionnelle, Violence des répressions policières, Violence de certains manifestants, Violence verbale, violence physique,**



Le Mouvement de la Paix réaffirme que la violence, qui ne mène qu'à la violence, ne peut servir de mode de résolution des conflits ni de moyen d'action pour le « progrès social » et la construction d'un futur désirable sur notre Terre. L'indifférence est également une forme de violence. Seuls, l'écoute

jaunes » ou silencieux. La violence détourne des revendications, menace les libertés, et exprime le mépris de l'autre ; la violence est contre-productive. On peut en analyser les causes, mais on ne peut la justifier. Les violences, quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent, sont inaccep-

table. C'est pourquoi, le Mouvement de la Paix :

- propose, dans le cadre du collectif « En marche pour la Paix » des marches pacifiques, calmes, voire silencieuses, partout en France et ouvertes à tous,
- exige que l'utilisation des armes mortifères (LDB 40, GLIF4 et DMP) par les forces de l'ordre soit immédiatement suspendue, puis définitivement interdite,
- invite l'ensemble de la population à participer à des actions non-violentes à contre-courant de la violence des inégalités, en participant au débat national, à des consultations diverses, des expressions écrites, artistiques, à des sit-in, des rassemblements silencieux, etc.,

La sortie de crise ne peut se concevoir que dans le respect des rapports humains et de la Culture de la Paix afin que soient pris en compte les besoins fondamentaux des « oubliés de notre société ».

L'action des délégations et des Organisations Non Gouvernementales au sein des Nations Unies permettra d'anticiper la situation de piège dans laquelle il n'est pas pensable de s'emprisonner collectivement, en saccageant notre société.

En réponse à l'urgence manifeste, les huit domaines de la Culture de Paix et les Objectifs de Développement Durable définissent la stratégie d'une coopération internationale qui replace le bien commun au centre des activités humaines, et résout dans une orientation globale les problèmes quotidiens en finançant les besoins humains.

Édition 2019 de la semaine de la presse et des médias dans l'école

Du 18 au 23 mars 2019

La Semaine de la presse et des médias dans l'École est organisée chaque année par le Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information (CLEMI). Elle forme les élèves à devenir des « cybercitoyens » actifs, éclairés et responsables de demain, dans une société de l'information et de la communication. L'édition 2019 se déroule du 18 au 23 mars.

Le thème de la 30ème Semaine de la presse est : "



L'information sans frontières ? " Il répond à l'ensemble des enjeux liés à l'éducation aux médias et à l'information au niveau national comme international.

Comme chaque année notre revue Planète Paix sera présente dans 3000 établissements scolaires..

Le numéro 640 sera conçu spécialement pour sensibiliser les élèves à la culture de la paix en lien avec le thème de cette année « l'information sans frontière »

CAMPS DE LA MORT

Le 27 janvier 1945, l'Armée Rouge libérait le plus grand camp d'extermination jamais créé.

Nous connaissons tous, plus ou moins bien, les raisons du conflit qui opposèrent les Alliés et l'Axe. Nombre de films ont tenté d'illustrer les faits. Cependant, nous sommes probablement loin d'imaginer ce qu'ont réellement vécu tous ces Juifs, à l'époque, persécutés, et exterminés. Le 27 janvier 1945 marque la fin d'un calvaire pour beaucoup d'hommes, de femmes et d'enfants, détenus au camp d'Auschwitz, situé près de Cracovie en Pologne... Néanmoins, s'ouvrit le début d'un autre calvaire pour bon nombre de survivants, qui furent évacués du site par les nazis... Quatre mois à partir de janvier 1945, c'est le temps qu'il aura fallu pour libérer totalement les camps de concentration.

Mais pour beaucoup, ce fut l'épreuve la plus rude. Les nazis, observant l'avancée des armées des Alliés, décidèrent d'évacuer un à un tous les camps. À partir de ce moment-là, des milliers de personnes furent conduites sur des chemins longs, au cours desquels énormément perdirent la vie, affamés, et affaiblis. On donna le nom de « marches de la mort » à cette étape, étant donné les déportés qui moururent d'épuisement, ou furent exécutés par les SS, car ne parvenaient plus à mettre un pied devant l'autre. Les soldats russes de l'Armée Rouge sont ceux qui délivrèrent le camp d'Auschwitz. Au préalable, les nazis avaient pris le soin de détruire les chambres à gaz et les crématoires, ainsi que de brûler leurs archives. Ce faisant, ils espéraient dissimuler l'ampleur du massacre perpétré. Tous les juifs valides furent évacués du camp par les soldats allemands. Seuls les malades ont donc été retrouvés par l'Armée



Rouge.

C'est avec effroi que les soldats russes découvrent l'état des quelques 7.000 juifs ayant survécu, malades et épuisés, mais aussi un nombre importants de cadavres, que les allemands n'arrivaient plus à éliminer.

Les soviétiques prirent donc la décision de ramasser et d'ensevelir les corps... **texte écrit par robert Clément et pris sur sa page Facebook**

Auschwitz est le plus grand complexe concentrationnaire du Troisième Reich, à la fois camp de concentration et d'extermination. Il est situé à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Cracovie

Le camp de concentration, dirigé par les SS, est créé le 27 avril 1940 à l'initiative de Heinrich Himmler; il est complété par un camp d'extermination (dont la construction démarre à la fin de 1941) et par un second camp de concentration destiné au travail forcé (créé au printemps 1942). Ces camps sont libérés par l'Armée rouge le 27 janvier 1945.

En cinq années, plus d'un million cent mille hommes, femmes et enfants meurent à Auschwitz, dont 900 000 le jour même de leur arrivée, en général par train. Sur l'ensemble des victimes, 90 % d'entre elles étaient juives, soit environ un million. Les victimes, de ce que les nazis appelèrent la « Solution finale », furent assassinées dans les chambres à gaz ou parfois par arme à feu, mais elles moururent aussi de maladies, de malnutrition, de mauvais traitements ou d'expériences médicales.

En raison de sa taille, Auschwitz est considéré comme le symbole des meurtres de masse commis par les nazis et plus particulièrement comme celui de la Shoah, au cours de laquelle près de six millions de Juifs furent assassinés.

PALESTINE

Les enfants et les jeunes participent à la récolte des oranges à Rafah

Dans une initiative citoyenne, et afin de sensibiliser les enfants au bénévolat et de les encourager à aider les autres, le lundi 28 janvier 2019, un groupe d'enfants et de jeunes, accompagné de Ziad Medoukh, s'est rendu dans la ville de Rafah au sud de la bande de Gaza afin de participer avec les familles à la saison de la récolte des oranges, et aider ces familles dans leurs travaux quotidiens dans les champs.

Cette famille a été très heureuse de voir des enfants et des jeunes ramasser des oranges et des mandarines de leurs arbres, et les aider dans leurs travaux. Malgré la pluie, le mauvais temps et la situation explosive dans la bande de Gaza, et malgré la présence des soldats israéliens sur les frontières, l'équipe a insisté pour participer à la saison de la récolte des agrumes, même dans cette région frontalière. Ziad Medoukh, a confirmé que la parti-

icipation de ces enfants et ces jeunes à cette cueillette montre l'engagement de cette catégorie aux différentes activités et occasions envers les familles et dans la société.

Il a beaucoup insisté sur l'importance de développer une économie solidaire et non-violente dans la bande de Gaza et de promouvoir les principes gandhiens dans l'agriculture, qui favorisent l'autonomie et le développement des revenus pour les paysans et leurs familles afin de créer une économie respectueuse de la vie et des rythmes de la vie, dans une dynamique d'équilibre optimal. Il a ajouté que ces enfants et ces jeunes, par cette participation sociale, montrent leur attachement à leur terre et à leurs racines. Et que la récolte des fruits et des légumes en Palestine est un signe de résistance, de vie et d'espoir pour l'avenir



L'armée israélienne a détruit 520 oliviers palestiniens dans le village de Bardala (Vallée du Jourdain). L'âge moyen de ces arbres qui appartiennent à plusieurs familles palestiniennes est de 15 ans. Pour certains d'entre eux, c'est leur seule source de vie.

Hassan est assassiné, les cours se poursuivent, et la vie continue à Gaza !

Un autre enfant assassiné par l'armée israélienne dans la bande de Gaza ce vendredi 8 février 2019.

Une armée sans scrupule et sans humanité ! Et les massacres israéliens contre notre peuple se poursuivent ! Hassan Shalabi, un brillant élève de 14 ans, tué par un sniper israélien à Khan-Younis au sud de la bande de Gaza, alors qu'il vendait des boissons, lui qui essayait d'aider sa famille nombreuse.

Atrocité sans nom commise en toute impunité ! C'est triste, terriblement triste ! C'est horrible !

Quelle tragédie dramatique inhumaine et impunie !

Quelle horreur... quelle honte ?

Qui peut accepter de telle souffrance ? Qui ??? Que fait ce monde officiel silencieux qui ne réclame aucune punition ?

Heureusement qu'il y a des solidaires de bonne volonté

Quand les criminels seront punis ?

Jusqu'à où, jusqu'à quand ?

Pourquoi toute cette haine ?

Que dois-je dire à ta famille Hassan ? Qui va calmer la colère de ta mère et de tes sœurs ?

Repose en paix petit ange !

C'est terrible le quotidien de nos enfants à Gaza ! Ni loisir, ni joie, ni enfance !

Seulement des rêves brisés.

Et en plus des balles israéliennes dans leurs têtes et dans leurs poitrines. Les camarades de Hassan en colère certes, mais ils n'ont pas abandonné l'école

Ils ont décidé de poursuivre les cours Ils ont déposé un gerbier de fleurs sur son banc

Ils ont rendu un grand hommage à cet élève intelligent.

Et ils ont continué leur journée scolaire Malgré leurs larmes et leur tristesse, ils veulent apprendre et ap-

prendre. Ils veulent réaliser le rêve de Hassan et les rêves de tous les enfants palestiniens tués par l'armée de l'occupation.

Une leçon de courage, une leçon de dignité et une leçon de vie

L'éducation en Palestine est un avenir, un enjeu, et un espoir

La vie continue à Gaza !

Vive la résistance !

Vive la solidarité !

Vive la Palestine !

Ziad Medoukh



L'ARMÉE À L'ÉCOLE

Sous l'appellation sévèrement contrôlée d'« éducation à la défense », l'armée a ses entrées dans les établissements scolaires, avec les élèves en première ligne.

Le mobile de l'éducation à la défense est clairement identifié par un protocole entre les ministères de l'Éducation et de la Défense, datant du 31 janvier 2007 qui se fixe pour objet de « répondre aux besoins de recrutement de l'armée ».

Dans cette optique, on délègue aux seuls militaires la sensibilisation des élèves sur ce sujet. Pas une seule fois, au cours de leur éducation citoyenne, les élèves ne doivent prendre conscience que la fonction de l'armée consiste à faire la guerre et que ceux d'entre eux qui se seront laissés séduire par les sergents recruteurs risquent fort de se trouver un jour confrontés à l'alternative d'avoir à tuer ou de se laisser tuer sur ordre.

La culture de la guerre ? Non, de la « défense globale »

Curieusement, dans les programmes scolaires comme dans ces longs protocoles armée-école, le mot « guerre » n'est jamais employé, supplanté par celui de « défense » et plus hypocritement encore par le concept de « défense globale », amalgamant dans une communication brouillée les missions de Médecins sans frontières ou de pilotes de Rafale.

L'école aurait donc pour mission de développer les capacités de jugement, d'esprit critique, de construction d'une opinion personnelle mais dans le même temps on exclut du jugement, de l'esprit critique et de l'opinion personnelle tout ce qui touche à la guerre et à la paix.

Ainsi, arriveront à l'âge adulte de jeunes citoyens à qui l'on aura interdit toute interrogation sur des questions comme les extravagantes dépenses militaires, les exportations



d'armement, la bombe atomique, la légitimité de la guerre comme mode de résolution des conflits ou la non-violence comme alternative aux con-

flits. Ces questions s'arrêtent à la porte de l'école.

Bernard Girard

Et la culture de la paix et de la non violence alors !

Les organisations pacifistes entrent difficilement dans les établissements scolaires pour parler de l'éducation à la paix et dépendent du bien vouloir des enseignants et chefs d'établissements

C'est donc un combat à mener auprès du gouvernement et du ministère de tutelle pour que l'éducation à la paix y soit enseignée.

Car elle apporte du sens aux élèves: celui de vivre en harmonie dans leur vie et dans le monde

Elle enseigne le respect et l'estime mutuels, l'écoute, le dialogue, l'aide, la résolution des conflits. Elle travaille les comportements envers les autres, la maîtrise des émotions ressenties, telles que la peur et la colère, parce que toutes ces notions sont clés pour construire la culture de la paix.

Elle permet de comprendre les différentes formes de violence, d'en percevoir les prémisses chez l'autre et en soi, d'y répondre par des réflexes de paix, c'est à dire des comportements d'apaisement, et de reconnaître les signes de manipulation poussant à la violence et d'y résister. C'est ainsi qu'une éducation à la socialisation ayant pour but la paix et une sensibilisation aux droits humains des autres, est indispensable.

Cette éducation mène au respect du premier et troisième des droits humains: le droit à la vie, à la sécurité, à la dignité et à la fraternité - et à tous les droits humains qui en découlent.

VENEZUELA

la crise se creuse encore en Amérique Latine

Le 23 janvier 2019, Juan Guaidó, élu Président de l'Assemblée nationale le 5 janvier dernier, s'est autoproclamé en toute illégalité Président par intérim à la place de Nicolas Maduro qui a été élu démocratiquement Président du Venezuela le 20 mai 2018 et dont le nouveau mandat a commencé le 10 janvier 2019.

Une étape a donc été franchie pour provoquer ce qu'il faut bien appeler l'annonce d'un coup d'état.

Aussitôt, D. Trump lui a apporté son soutien, évoquant une nouvelle fois une possible action militaire, comme son prédécesseur il y a quelques années. Le Ministre français des affaires étrangères s'est aligné sur la position de l'Union européenne en approuvant de fait ce coup de force en ne le condamnant pas, en mettant en garde Maduro contre une riposte de sa part et en appelant à une nouvelle élection présidentielle « libre ».

Le système électoral vénézuélien en vigueur, à double décomptage, est un considéré comme un des systèmes les plus sûrs au monde, salué en son temps par le Président des USA Carter lui-même. Une Assemblée Constituante a été récemment élue à l'initiative de Nicolas Maduro pour améliorer le contenu et les équilibres de la Constitution du Venezuela.

Pas un mot sur la situation économique et sociale aggravée par le double embargo économique et financier décrété par les USA. La solution à cette grave crise ne peut se trouver que par un dialogue au sein du peuple vénézuélien en se détachant de toutes les ingérences étrangères qui veulent le déstabiliser.

Nous observons malheureusement que toute l'Amérique du sud bascule progressivement vers des régimes de droite, sinon d'extrême droite, mettant fin à un renouveau de la démocratie après des années de plomb, souvent sous des dictatures militaires : le Brésil avec l'élection de Bolsonaro, la Colombie où le nouveau Président met fin aux pourparlers avec l'ELN, en Argentine où la crise se creuse encore, en Equateur.

Le soutien par les USA à ces retours en arrière est à chaque fois réaffirmé par D Trump. Un élément encourageant cependant, la récente élection en Amérique centrale, au Mexique, d'un Président plus progressiste.

Nous exprimons toute notre solidarité au peuple vénézuélien qui a montré à plusieurs reprises sa capacité à répondre aux provocations meurtrières dont il a été l'objet depuis l'élection d'Hugo Chavez et qui saura cette fois encore sortir la tête haute de cette aventure.

Nous demandons au Gouvernement français d'exprimer explicitement son opposition à toute tentative violente contre l'actuel Pouvoir, d'exiger l'arrêt des embargos qui plombent la vie de ce pays, de cesser d'organiser la pénurie des denrées essentielles à la vie et d'affirmer que seul le peuple vénézuélien a la légitimité pour décider de son avenir.

Notre mensuel Planète paix a consacré tout un dossier sur l'Amérique latine dans son dernier numéro de janvier 2019



Que se passe t'il en Amérique latine?

Soulèvement directs de rue ou déstabilisation par les interventions extérieures ouvertement hostiles à un pouvoir, ou encore recours à des décisions de justice aux fondements douteux et partisans.

Un nouveau cours se dessine après des années d'avancées économiques positives de rapprochements politiques de meilleur entente .

Mais les forces progressistes n'ayant pas procédé à des changements significatifs dans la structure économique de la société , ils ont trouvé leurs limites à l'image de la situation vénézuélienne.

Le rejet par la population du népotisme, de la corruption et des violences sans fin, sans issue positive à la crise économique s'est trouvé accentué par le rôle virulent des médias concentrés et ultra connectés aux mains de forces économiques très actives .

Le retour à la caste militaire extrême s'appuie sur l'appareil judiciaire en partie corrompu et sur l'essor des courants obscurantistes des évangélistes.

Les populations autochtones, les secteurs les plus vulnérables, la jeunesse et les familles dans le besoin vont subir de plein fouet les effets de politique rétrogrades.

Fusillés pour l'exemple

Du 5 au 8 février la mairie de Peyriac Minervois a accueilli une exposition sur les fusillés pour l'exemple réalisée par la Libre Pensée et la Ligue des Droits de l'Homme. Cette initiative avait le soutien du Mouvement de la Paix et des « amis du caporal pacifiste Louis Barthas »



La carte 2019 est maintenant à votre disposition. Les tarifs d'adhésion ou de ré-adhésion restent inchangés malgré les charges qui incombent à notre comité de paix.

- 12 euros pour les faibles ressources (soit 1 € par mois)
- 25 euros pour les non imposables (soit 2 € 08 par mois)
- 30 euros pour les couples (par conjoint) (soit 2€ 50 par mois) *
- 36 euros tarif normal (soit 3€ par mois) *
- 60 euros ou + pour les adhésions de soutien*

Abonnement annuel à « Planète Paix » : 30 euros (par prélèvement 7,5 € par trimestre)

Le règlement est à adresser par chèque, libellé « comité de paix audois » et à adresser à 15 rue Voltaire 11000 Carcassonne, accompagné du talon de la carte,

*possibilité de déduction fiscale

L'Assemblée Générale du comité audois du Mouvement de la Paix

se tiendra le:
samedi 9 mars
au foyer social du
Viguié
« Jean Montserrat »
900 -1 B Avenue Jules
Verne à
Carcassonne



- 14 h: accueil, mise à jour des cartes, échanges
- 14h30: rapport d'activité et débat
 - Rapport financier
 - Élection du Bureau
- 16 h 15: pause café
- 16 h 30: projection du film « guerrières de la paix »
- 18h: apéritif de clôture

LA RETIRADA

Février 1939 : sur les chemins de l'exil

Lorsque, le 26 janvier 1939, les troupes nationalistes entrent à Barcelone, l'issue de la Guerre civile ne fait plus aucun doute. L'armée républicaine est vaincue.

Partout en Catalogne, pendant les derniers jours de janvier, les massacres de civils et les exécutions sommaires de républicains se multiplient. La répression franquiste est sanglante et impitoyable. Pour les républicains et leurs familles, il n'est pas d'autre solution que la fuite et le passage en territoire français, au nord.

C'est la "retirada", immense exode de combattants, de femmes et d'enfants, qui touche près d'un demi-million de personnes et se déverse sur Port-Bou, le Perthus, Mollo et Puigcerdá.

Dans un premier temps, le 9 février, le gouvernement français décide de fermer la frontière. Le plus gros des réfugiés est passé. D'autres passeront encore pendant les sept mois suivants, clandestinement surtout, mais leur nombre, comparé au précédent, est infime.

En toute hâte, des "centres d'accueil" sont aménagés à Argelès, à Prats-de-Mollo, à Bourg-Madame et à Saint-Cyprien, conformément au décret-loi du 12 novembre 1938, portant création de "centres" pour "l'accueil des indésirables soumis à des mesures de surveillance étroites".

Mais ces camps n'ont de "centres d'accueil" que le nom : tout y manque, ou presque. On y couche à la belle étoile, dans des conditions d'hygiène lamentables, sur le sable ou sur les galets, au milieu des valises, des cartons et les habits, dans un désordre indescriptible. La tramontane, violente et glaciale en cette saison, rend le séjour épouvantable pour des réfugiés, souvent malades ou blessés, toujours affaiblis par les longues marches des jours précé-

dents. La nourriture manque et on se dispute les miches de pain distribuées parcimonieusement par l'armée. Le 23 février, le Conseil des ministres nomme le général Ménard, commandant la 17^e région (Toulouse), chargé de mission responsable de la coordination de l'ensemble des mesures concernant l'accueil des réfugiés espagnols.

Il mène une intense campagne de rapatriements auprès des réfugiés ; il fait aménager des prisons spécialement destinées aux "fortes têtes" à Fort-Collioure, le Vernet d'Ariège et Rieucros. Tous ces camps ouverts en

février ou en mars 1939, portent indifféremment le nom de "centres d'accueil", de "centres d'hébergement", de "camps administratifs" et même de "camps de concentration", ce dernier terme étant repris par le ministre de l'Intérieur lui-même à la chambre des députés

Venant d'un pays où la moitié des terres appartenait à une poignée de familles et où « 4 millions de paysans ne possédaient rien », les réfugiés n'étaient en fait coupables d'avoir voulu une société égalitaire et plus fraternelle.



Des armes françaises dans la répression en Egypte

Emmanuel Macron n'est pas avare de leçon de démocratie, mais à géométrie variable.

Ce qui vaut condamnation à Caracas ne s'applique pas au général Al Sissi qui mène pourtant une féroce répression contre la population égyptienne dont plus 60 000 de ses concitoyens croupissent en prison.

Cela ne trouble pas notre président qui considère Al Sissi comme un « rempart » contre le terrorisme. C'est surtout un très bon client de la France en matière d'armement et peu importe les droits de l'Homme.

Des centaines de véhicules blindés, des navires de guerre, des machines à produire des munitions et même le fleuron de la production militaire française, l'avion de chasse Rafale, c'est l'impressionnante liste des armes vendues par la France à l'Égypte depuis 2012.

Nous savons désormais que des véhicules blindés français ont été utilisés dans le cadre de la répression des manifestations sanglantes de 2013. Une bien belle hypocrisie pour un pays qui a signé, ratifié et même promu des textes internationaux pour le contrôle des armes.

La France n'est pas transparente sur ses ventes d'armes, quitte à violer ses propres engagements. Nous en avons aujourd'hui la preuve !

TRIPLE FÉMINICIDE DU 9 JANVIER 2013

8 MARS 2019

Trois militantes kurdes assassinées à Paris. L'impunité ne doit pas triompher !



Le 9 janvier 2013, trois militantes et féministes kurdes, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez sont sauvagement exécutées en plein cœur de Paris dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan par les services secrets turcs.

Depuis 6 ans, le peuple kurde et leurs ami-es se battent pour que la vérité éclate et que le rôle joué par le gouvernement turc apparaisse au grand jour.

Cette attaque inhumaine à l'encontre des trois militantes et féministes kurdes, Sakine Cansiz, Fidan Dogan, et Leyla Saylemez, est une attaque contre le courage et l'existence de toutes les femmes.

Nous savons que ce meurtre et l'impunité dont a bénéficié l'assassin et dont bénéficient toujours les commanditaires du crime sont des attaques contre le combat des femmes pour la liberté, l'égalité, la justice et la démocratie.

Nous savons que toutes les violences contre les femmes sont politiques et idéologiques.

C'est leur mémoire qui suscite notre volonté inébranlable de mettre fin au féminicide.

Trois femmes, trois génération, trois militantes de la paix, assassinées à Paris, l'impunité ne doit pas triompher ! Féminicide, l'impunité doit cesser !



Les femmes valent mieux que ça . Appel à une grève féministe le 8 mars

Nous représentons 52% de la population française

Nous sommes caissières, enseignantes, agentes d'entretien, secrétaires, infirmières, aides à domicile, assistantes maternelles, travailleuses sociales, administratives, sages-femmes, hôtesse, étudiantes... Nos métiers sont indispensables à la société. Pourtant, ils sont mal rémunérés et leur pénibilité n'est pas reconnue.

Nous sommes ingénieures, techniciennes, ouvrières, employées ou cadres. Nous faisons le même travail que des hommes mais avec un salaire inférieur.

Nous sommes à temps partiel avec un salaire partiel souvent parce que nous n'avons pas d'autre choix.

Entre les courses, le ménage et les enfants, nous réalisons en moyenne 20 h de tâches ménagères par semaine.

Notre travail est invisible et dévalorisé. Notre salaire est inférieur de 26% à celui des hommes. De ce fait, à partir de 15H40 nous travaillons gratuitement.

Nous sommes retraitées et notre pension est de 40% inférieure à celle des hommes.

Nous combattons de longue date la précarité remise sur le devant de la scène avec force par les gilets jaunes.

Nous sommes étrangères, victimes de racisme, handicapées, lesbiennes, et nous cumulons les discriminations.

Nous sommes des femmes et au travail, dans la rue ou chez nous, nous sommes confrontées à des violences sexistes et sexuelles.

Nous sommes des Brésiliennes, des Espagnoles, des Iraniennes, des Argentines, des Polonaises, des Indiennes, des Etats-Uniennes et nous sommes partout dans le monde solidaires de toutes les femmes qui luttent contre les réactionnaires et conservateurs au pouvoir.

Pour dire que nous exigeons nos droits. Pour exiger que notre travail soit reconnu et rémunéré. Pour imposer la fin des violences et garantir nos libertés de choix. Pour gagner l'égalité. Pour faire entendre nos revendications à nos employeurs et au gouvernement.

Nous appelons à une grève féministe le 8 mars, à des actions, des rassemblements, des manifestations. Débrayons à 15h40. Portons toutes et tous un foulard violet !

STOP!
Erdogan.
La justice française doit identifier et condamner les commanditaires
FRANCE-KURDISTAN



ARMEMENT

La vente de 12 sous-marins nucléaires à l'Australie est une mauvaise nouvelle pour la paix, pour le multilatéralisme, pour l'emploi en France et pour un développement durable et solidaire de la planète

La vente de ces sous-marins s'inscrit dans la logique de militarisation des relations internationales que porte la loi de programmation militaire en France

Cette vente n'a rien à voir avec le multilatéralisme dont se réclame le ministre des armées. En effet depuis 2005 l'Australie et l'OTAN n'ont cessé de renforcer leur coopération. L'Australie est pour l'Otan un de ses principaux partenaires pour les pays situés hors de la zone Euro Atlantique.

C'est donc bien dans le cadre d'une logique atlantiste portée par la France et l'Union Européenne que ces ventes ont eu lieu.

Ce contrat ne correspond à rien de positif pour la construction de la paix dans le monde car il renforce la militarisation des relations internationales sur la base de ce dogme que ce sont les facteurs de puissance militaire qui sont susceptibles d'apporter plus de sécurité aux peuples.

La loi de programmation militaire actuelle, comme la précédente, repose sur l'idée que l'industrie militaire et le commerce des armes sont des éléments de la compétitivité industrielle de la France.

Ainsi au-delà de toute considération éthique, la France troisième vendeurs d'armes au monde, alimente les conflits et les guerres (*exemple le Yémen*)

Cette logique aboutie à détourner et pervertir des compétences et potentiels intellectuels, technologiques, industriels, scientifiques et universitaires au profit d'une militarisation



dangereuse pour la paix et néfaste pour l'économie.

Par ailleurs ces contrats sont conclus, d'après la presse, sur un immense transfert et vente d'éléments de propriété industrielle et de technologies industrielles qui constitue en fait un abandon d'éléments de souverainetés économiques et militaires au profit d'un Etat partenaire privilégié de l'OTAN,

Ce contrat sur le plan économique n'induit que peu de créations d'emplois en France puisque les sous-marins seront construits à Adélaïde et vont entraîner la création de 2500 emplois en Australie.

Les compétences et potentiels existants et les salariés hautement qualifiés de ces secteurs seraient mieux valorisés en étant au service d'une 'économie de paix nécessaire pour faire face aux terribles enjeux auxquels est confrontée l'humanité.

L'avenir de la France réside dans le

développement d'une véritable filière économique et industrielle qu'il faut construire en l'adossant à une politique internationale audacieuse en faveur de la paix et du multilatéralisme.

Une telle filière incluant la formation, la recherche et le développement technologique et industriel est seule de nature à permettre la création d'emplois utiles pour un développement durable et solidaire de la France et de la planète à l'heure des dérèglements climatiques et des inégalités persistantes de développement entre les Etats et régions du monde.

La France en a les moyens et les capacités mais pas la volonté politique. L'heure est à un sursaut des consciences et une mobilisation des personnes et des organisations car pour son avenir l'humanité n'a d'autres chemins que la Paix.

Roland Nivet

POUR UN MONDE SOLIDAIRE SANS GUERRES ET SANS ARMES NUCLÉAIRES

La crise socio-économique que nous subissons et qui résulte d'une mondialisation capitaliste porte en germe le risque de guerre de plus en plus patent. Son recours offre une perspective de réponse à l'obtention du profit maximal. De ce point de vue la vente d'armes est un commerce particulièrement lucratif.

Par ailleurs l'appropriation des richesses des divers pays excite la convoitise des puissances impérialistes qui ont les moyens militaires de leur domination. Naturellement cela est savamment masqué par des considérations qui s'expriment dans le désir de démocratie, d'humanitaire... et qui ne favorisent pas l'action des pacifistes.

Pourtant déjà les conflits locaux sont source de drames pour les populations concernées. La situation au Yémen en est une des illustrations les plus douloureuses. Cela ne nous dispense d'ailleurs pas d'évacuer ce qui s'est passé en Syrie, en Libye, en Afghanistan, en Irak... où l'aventure guerrière s'est manifestée de manière désastreuse dans ses effets.

On n'oubliera pas non plus ce que vivent les Palestiniens avec la politique colonialiste et d'apartheid menée par les Israéliens. Il y a là toute la logique d'un système qui se résume dans la formule « la raison du plus fort est tou-

Le billet de Jacques Cros



jours la meilleure ».

C'est cette même logique qui conduit la France à poursuivre la modernisation de son arsenal de missiles atomiques et qui l'amène, comme les puissances nucléaires, à refuser d'appliquer le Traité d'interdiction de ces armes adopté par l'ONU en juillet 2017.

Dans cet esprit Trump entend remettre en cause les Accords signés le 7 décembre 1987 qui avaient conduit à entreprendre la réduction des missiles nucléaires, qu'il s'agisse des fusées Pershing ou SS-20.

A cette date je me trouvais, dans le cadre d'un échange scolaire, à Heilbronn ville jumelée avec Béziers. Le collègue chez qui j'étais hébergé m'avait montré la rampe de lancement de fusées Pershing installée dans sa ville. Il m'avait raconté que, quelques années auparavant, suite à un problème technique, il avait assisté à l'écartement des bras d'une des fusées. Elle était prête à décoller. Oui ça fait froid dans le dos.

En matière de paix et de désarmement, comme sans doute dans d'autres secteurs, la solution est dans une rupture avec le système de société qui régit le monde. Un système en fin de course dans le maintien hors de ses limites historiques est lourd de conséquences pour l'existence même de l'humanité.

L'humeur de candide



Des petits au Grand Débat

Je tentai de m'intéresser aux débats de société, mais cette période fut décevante et brève: l'extrême conformisme des intervenants, la navrante uniformité de leur indignation et de leurs enthousiasmes étaient devenus tels que je pouvais à présent prévoir leurs interventions non seulement dans les grandes lignes mais même dans le détail, en réalité au mot près, les éditorialistes et les grands témoins défilaient comme d'inutiles marionnettes européennes, les crétins succédaient aux crétins, se congratulant de la pertinence et de la moralité de leurs vues, j'aurai pu écrire leurs dialogues à leur place... Michel Houellebecq—Sérotonine.

Il n'est pas question, ici, de faire l'apologie de cet ouvrage, certes remarquable, mais nettement surmédiatisé. Non. Toutefois, ce passage apparut suffisamment « parlant » pour être cité, tant il décrit en peu de mots l'ambiance qui règne dans les nombreux débats radiodiffusés et télévisés à propos du contexte actuel que vit notre pays.

Même si, apparemment, le mouvement des « gilets

jaunes » aurait tendance à s'essouffler-situation largement favorisée par le gouvernement-il aura au moins eu le mérite de mettre au grand jour des insatisfactions et des colères latentes. Et, surtout, de libérer la parole.

Pendant que « spécialistes », « chroniqueurs » peopolisés et autres anonymes- qui ont leur moment de célébrité selon la formule d'Andy Wharrol- analysent, pérorant et pontifient à longueur d'antennes (ils ont tous la réponse au problème, la solution pour mettre fin au chaos), le peuple se réunit ici ou là pour lister tous les motifs de ses ressentiments.

Oralement ou par écrit. Et ces griefs sont nombreux et variés. A quoi aboutira cet immense défouloir ? Que sortira-t-il, concrètement de cette considérable consultation ?

A mon sens pas grand chose. Peut-être quelques « mesurette » visant à mettre en avant un système jupitérien qui prétendra nous avoir « entendus et compris ». Mais qui sur le fond continuera de protéger un système monarchique soutenu par la haute finance avec l'aide d'une majorité d'élus bien au chaud dans leurs privilèges. Toujours au détriment des classes moyennes défavorisées.

Les jeux des ondes et de l'image ont remplacé ceux de l'antiquité. Mais « du pain et des jeux » reste d'actualité. Coluche aussi lorsqu'il ironisait : « la dictature c'est: ferme ta gueule. Et la démocratie: cause toujours »

Que reste-t-il de l'ESPOIR ?